

Communiqué de presse

Paris, le 17 septembre 2019

Les retraité·e·s ne veulent pas marcher à l'ombre ! Pire, ils manifestent !

Pendant cet été caniculaire, les propos du Président de la République sur les personnes fragiles, et tout particulièrement les personnes âgées, non seulement ne répondent pas à l'urgence climatique, mais laisseraient à penser que ces mêmes personnes « fragiles » seraient un peu responsables de la dégradation de leur santé par suite de comportements « à risques ». Déjà Madame Roselyne Bachelot, l'humoriste bien connue, du temps où elle faisait ministre de la Santé de Messieurs Sarkozy et Fillon, nous conseillait de « marcher à l'ombre ». Dans la même veine, Madame Buzyn (la « professionnelle » tant vantée par les journaux dans le vent) nous recommande de nous hydrater le corps, de boire de l'eau, de rester au frais, de mettre un chapeau de soleil !

Par contre, ce gouvernement n'entreprend rien de sérieux pour agir sur les causes de ces dérèglements climatiques qui ont déjà provoqué, cette année 1500 décès. L'après-midi de la visite de la jeune écologiste suédoise Greta Thunberg à l'Assemblée nationale, le mardi 23 juillet, les députés ratifiaient le CETA ! C'est à dire, entre autres, l'augmentation des transports polluants de marchandises entre le Canada et la France et l'Union européenne. La ratification d'un accord commercial entre l'Union Européenne et les pays du Mercosur (Amérique du Sud) est dans les tiroirs, et les critiques du Président Macron au Président brésilien Bolsonaro sur la gestion des incendies en Amazonie ne sont qu'une posture quand on pense aux décisions prises par le gouvernement français dans le département de la Guyane. Où est l'accélération de la transition écologique promise pour l'acte II du gouvernement ? En 2017, les émissions de gaz à effets de serre ont augmenté en France de 3,2%.

La récente étude publiée par le GIEC pointe clairement les activités humaines responsables du réchauffement climatique : transports, industries, agriculture et élevage intensifs ... Ces modes de production et de consommation continuent à nous être imposés, pour le seul enrichissement des multinationales et des 1 à 5% de la population mondiale qui continuent à engranger des dividendes énormes qui participent ensuite à la spéculation financière et à la déstabilisation des marchés.

Et c'est bien ce « modèle » économique de production, de distribution et de consommation qui provoque les dégradations de l'environnement, de la santé, la disparition d'espèces animales et végétales, la sécheresse sur d'immenses territoires ...

Tous et toutes, nous subissons les conséquences de ces folies productivistes, que nous n'avons pas choisies. Il ne suffit plus de nous demander de nous mettre au frais, de boire de l'eau régulièrement, de rester à l'ombre, de ne pas gaspiller l'eau quand nous nous lavons les dents, etc., si rien n'est fait à l'égard des activités les plus polluantes et les plus nocives. Les choix du gouvernement en matière d'interdiction de produits toxiques et dangereux ne cessent de confirmer que la priorité reste bien le taux de profit de certaines de multinationales plus que le bien-être humain. Le gouvernement recommande aux personnes retraitées de « faire attention à elles » (prenez un cache-nez, regardez en traversant, etc.) et, pendant le même temps, il continue d'autoriser des multinationales à nous polluer et nous empoisonner, par ce que nous respirons, ce que nous buvons, ce que nous mangeons !

Les responsables politiques ont en main l'avenir de l'humanité entière, et n'ont pas l'air de s'en soucier, cherchant simplement à soutenir la croissance et à protéger un système économique de plus en plus contesté et rejeté par des citoyens et des citoyennes dans de nombreux pays.

Comme les plus jeunes, des retraité-e-s ne veulent plus de ce monde autodestructeur et gaspilleur, et sont tout autant concerné-e-s que les junior-e-s par l'exigence de politiques capables d'inverser la dégradation de l'environnement et des conditions de vie présentes et futures sur la planète.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) appelle les retraitées et les retraités à se joindre massivement aux initiatives proposées par la mobilisation Climat et Justice Sociale des 20 et 21 septembre 2019, à quelques jours de la journée organisée par l'ONU sur le climat.

Pour une société juste, solidaire et écologique, des initiatives sont proposées sur tout le territoire le vendredi 20 septembre et le samedi 21 septembre 2019. A Paris, le vendredi 20 septembre, rassemblement à 12h30 Place de la Nation, pour une manifestation jusqu'au Parc de Bercy où il y aura des initiatives de 14h00 à 18h00.